

Point inscrit à l'ordre du jour n° 01.02

Conseil d'administration du 07 juin 2019

Vu le code de l'éducation et notamment l'article L.712-3 ;

Moyennant l'amendement portant la liste des membres présents ou représentés, pages 2 et 3 :

« remplacer Kelly Grondin par Ketty Grondin ».

Après en avoir délibéré, les membres du conseil d'administration approuvent le procès-verbal du conseil d'administration réuni en séance plénière le 07 mars 2019.

Le procès-verbal de la séance plénière du 07 mars 2019 est annexé à la présente délibération

Résultat du vote

Vote à	main levée					
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :					31	
Nombre de voix	pour	30	contre	0	abstention(s)	1

Fait à Saint-Denis le 07 juin 2019

Le Président de l'Université de La Réunion

Professeur Frédéric MIRANVILLE



**CONSEIL D'ADMINISTRATION
PROCÈS VERBAL DE LA SÉANCE PLÉNIÈRE
DU JEUDI 07 MARS 2019**

Le conseil d'administration de l'université de La Réunion a été convoqué en séance plénière **le jeudi 07 mars 2019 à 9h30, en salle des conseils «Jean-Claude MIRE», sur le campus du Moufia.**

Sur 33 membres en exercice dûment convoqués, 31 étaient présents ou représentés à l'ouverture de la séance à 10h15. Le conseil d'administration de l'université de La Réunion a pu valablement siéger sur l'ordre du jour suivant :

Points stratégiques, institutionnels et projets :

1. Approbation du procès-verbal : séance plénière du 25 octobre 2018.
2. Suivi de la réunion du Bureau de l'établissement du 25 février 2019.
 - 2.1 - Règlement portant sur l'exonération des droits d'inscription
 - 2.2 - Modifications du règlement d'admission au diplôme de master
 - 2.3 - Modalités de désignation des membres usagers siégeant à la commission du fonds de solidarité et de développement des initiatives étudiantes (FSDIE)
 - 2.4 - Délibération relative au dispositif dérogatoire des conditions de prise en charge des frais de mission - autorisation de voyager en classe immédiatement supérieure à la classe économique
 - 2.5 - Modification du règlement intérieur de l'université (article 4)
 - 2.6 - Modification des statuts de l'UR (article 30)
 - 2.7 - Révision des statuts de l'institut indianocéanique du numérique
 - 2.8 - Modifications des grilles tarifaires (IUT, ICR, SUFP, IAE)
 - 2.9 - Charte de visioconférence dans le cadre des comités de sélection (recrutement des enseignants -chercheurs)
 - 2.10 - Accord de principe pour le recours à la visioconférence ou à la webconférence dans le cadre de tous recrutements (hors comités de sélection).
3. Compte financier de l'exercice 2018.
4. Budget rectificatif de l'exercice 2019.
5. Cadrage de la future offre de formation 2020-24.
6. Désignation nominative des membres usagers siégeant à la commission du fonds de solidarité et de développement des initiatives étudiantes (FSDIE).
7. Ouverture du DIU EIL.
8. Délibération relative à la délégation de pouvoir du conseil d'administration au Président de l'Université de La Réunion (conventions de recherche).
9. Désignation de huit membres au COSP de l'ESPE.
10. Demandes de financement.
11. Détermination du contingent local des « congés pour recherches ou conversions thématiques » CRCT pour l'année 2019.

Points d'organisation et de gestion :

12. Barème 2019 pour le recrutement des experts invités.
13. Conventions – contrats – accords-cadres recherche et hors recherche ne relevant pas de la délégation de pouvoir octroyée au Président.

Points d'information :

14. Conventions – contrats – accords-cadres recherche et hors recherche pour information
15. Récapitulatif des arrêtés diverses tarifications en vertu des délibérations du CA n°2016-85 et n°2016-86.
16. Questions diverses.

ONT ASSISTE AVEC VOIX DÉLIBÉRATIVE LES MEMBRES

MEMBRES PRÉSENTS

Président de l'université de La Réunion :

Frédéric MIRANVILLE.

Professeurs :

Jean-Pierre CHABRIAT (*jusqu'à 16h07*) - Anne-Sophie TABAU (*jusqu'à 14h40*) - François TAGLIONI (*jusqu'à 14h10*) - Nathalie WALLIAN - Matthieu LE CORRE.

Maîtres de conférences et autres enseignants :

Katia ANGUE (*arrivée à 10h23 - départ à 15h38*) - Pascal BARET - Christel DUBRULLE (*jusqu'à 14h*) - Delphine CONNES - Fabrice VIALE - Isabelle FOCK (*arrivée à 10h36*).

Personnels BIATSS :

Jean-Philippe VELIA - Ilias TIMOL - Stéphanie ROBERT - Arsène GARAIOS - Yasmine ABDOURAZAK.

Usagers :

Samantha POTHIN - Dany ELISABETH (*jusqu'à 14h20*) - Ketty GRONDIN (*jusqu'à 13h20*) - Alexandros ZAKHARATOS - Stéphane MANANT.

Personnalités extérieures :

Faouzia ABOUBACAR BEN-VITRY, représentante du Conseil régional (*jusqu'à 11h33*) - Claude Anne GAUTHIER, représentante des organismes de recherche partageant des unités de recherche avec l'Université (IRD) - Jeanne LOYHER, personne assumant des

fonctions de direction générale au sein d'une entreprise (Société ENOVA) (*jusqu'à 11h50*)
- Brigitte CHARLES, de la société SCTE, représentante d'une entreprise employant moins de 500 salariés (*jusqu'à 13h*).

MEMBRES REPRÉSENTÉS

Professeurs :

Jean-Pierre CHABRIAT par Fabrice VIALE *à partir de 16h07* - Anne-Sophie TABAU par Delphine CONNES *à partir de 14h40* - François TAGLIONI par Samantha POTHIN *à partir de 14h40*.

Maîtres de conférences et autres enseignants :

Katia ANGUE par Alexandros ZAKHARATOS *à partir de 15h38* - Christel DUBRULLE par Jean-Pierre CHABRIAT (*à partir de 14h*) - Salim LAMRANI par Frédéric MIRANVILLE - Chloé BOURMAUD par Anne-Sophie TABAU (*matin*) puis par Delphine CONNES (*après-midi*).

Personnels BIATSS :

Annie DUMONT par Jean-Philippe VELIA.

Usagers :

Dany ELISABETH par Alexandros ZAKHARATOS (*à partir de 14h20*) - Ketty GRONDIN par Samantha POTHIN (*à partir de 14h10*) - Maureen SORRES par Yasmine ABDOURAZAK.

Personnalités extérieures :

Faouzia ABOUBACAR BEN-VITRY, représentante du Conseil régional par Jean-Philippe VELIA *à partir de 11h33* - Alain ARMAND représentant du Conseil départemental par Frédéric MIRANVILLE - Eric JEUFFRAULT, représentant des organismes de recherche partageant les unités de recherche avec l'université (CIRAD) par Claude-Anne GAUTHIER - Jeanne LOYHER, personne assumant des fonctions de direction générale au sein d'une entreprise (Société ENOVA) par Katia ANGUE *à partir de 11h50* - Brigitte CHARLES, de la société SCTE, représentante d'une entreprise employant moins de 500 salariés par Katia ANGUE - Gervais FONTAINE représentant d'un établissement d'enseignement secondaire (Principal du collège Jean Lafosse) par Nathalie WALLIAN.

ONT ASSISTÉ EN QUALITÉ D'INVITÉS

Erwan POLARD, représentant du recteur de l'académie de La Réunion (*matin*) - Sophie LAW-YEN, service de contrôle de légalité et contrôle budgétaire de l'enseignement supérieur (*après-midi*) - Gilles LAJOIE, président du Conseil académique - Rudrigue SAUTRON, vice-président Etudiant - Marceline DUCROQ-GRONDIN, vice-présidente en charge de la formation professionnelle et de l'apprentissage - Ludivine ROYER, vice-présidente en charge de l'égalité femmes-hommes et de la prévention des

discriminations – Anne-Françoise ZATTARA-GROS, vice-présidente déléguée en charge des relations internationales et de la coopération régionale - Olivier SEBASTIEN, vice-président en charges des usages et des développements du numérique – Christophe PORLIER, institut indianocéanique du numérique - Yoann CHANE-TO, Chargé de mission "qualité et conditions et de vie au travail" - Christine PARAMÉ, directrice générale des services – Yves LANGEVIN, directeur des finances et de la comptabilité – Jean-Bruno GÉRÉONE, directeur des ressources humaines (*après-midi*) - Juliana M'DOIHOMA, Directrice de cabinet de la présidence - Yves DEPIGNY, responsable du service des affaires juridiques et du contentieux – Annick PICAUD, responsable du service des affaires institutionnelles et Tatiana LEBEAU, assistante au service des affaires institutionnelles, secrétaires de séance.

Jean-Marc RIZZO, Directeur de l'UFR Droit et d'Economie – Brigitte GRONDIN-PEREZ, Directrice de l'UFR Sciences et technologie - Jean-Michel JAUZE, Directeur de l'UFR Lettres et sciences humaines - Dominique MORAU, Directeur de l'UFR SHE - Lalaonirina RAKOTOMANANA-RAVELONARIVO, Directeur de l'ESIROI –Richard LORION, Directeur de l'Institut universitaire de technologie – Joëlle MENANT, Directrice du SCD – Jean-Paul DUPRAT, Directeur du CROUS - Damien O'HAYON, Responsable budget à la DFC - François VIROLEAU, KPMG, Commissaire aux comptes - *durée du point n°4.*

Rachelle MARIAMON, représentante syndicale CGTR Educ'Action et non syndiqués - Patrick RIVIERE, représentant syndical SNPTES.

=====

Le quorum étant atteint, le Président accueille les administrateurs et déclare la séance ouverte à 10h15.

En introduction, le **Président** présente les dossiers importants devant être traités cette année.

- Nouvelle offre de formation (NOF)
- Contractualisation avec l'Etat devant être soumise en fin d'année 2019
- Transition entre l'actuel contrat quinquennal et le prochain couvrant les années 2020 à 2024

Le Président annonce que bureau d'établissement réuni le 25 février 2019 a décidé de regrouper un certain nombre de points, réduisant de ce fait l'ordre du jour.

Il indique qu'en début de séance, 24 membres sont présents et 7 sont représentés sur 33 membres en exercice, suite à la démission, compte tenu de sa charge de travail, de monsieur Jean-Raymond Mondon, ancien président du CESER, Il invite les membres à une prise de parole.

Jean-Pierre Chabriat, signale que monsieur Mondon siégeait au titre des organisations syndicales, et notamment de l'UNSA.

Stéphane Manant demande au Président ce que signifie sa nomination au sein du conseil d'administration de la Conférence des présidents d'Université.

Le Président rappelle que la CPU est composée d'un peu plus d'une centaine de membres (universités, associations d'universités, grandes écoles, ...) et traite des projets de loi, de réglementation relative à l'enseignement supérieur, à la recherche et à l'innovation. La gouvernance est renouvelée tous les trois ans. Le bureau est composé

d'un président et de deux vice-présidents et s'appuie sur un conseil d'administration (CP2U). Le CP2U comprend les présidents des huit commissions, les membres du bureau et sept membres élus. Les universités ultramarines ont émis le souhait d'être représentées : il a été élu avec 72 % des suffrages. La CPU a un statut associatif. A titre d'exemple, il explique que le budget alloué aux universités ultramarines sera majoré de 25 %, demande émanant de la CPU.

Arrivée de madame Katia ANGUE - 32 présents ou représentés à 10 h 23

Le Président demande l'ajout des points suivants :

Le VPCA-FVU ayant démissionné postérieurement à la convocation du conseil d'administration, il souhaite proposer dès cette séance la désignation d'un nouveau (d'une nouvelle) VPCA-FVU.

- en point 2 - élection du (de la) vice-président(e) du conseil d'administration en charge de la formation et de la vie universitaire ;
- en point 13 - répartition des fonds des projets en commission d'orientation et insertion professionnelle (COFIP) 2019, validés en CFVU.

Les points 2 à 11 de la convocation initiale deviendraient alors les points 3 à 12 du nouvel ordre du jour sous réserve de l'approbation du conseil d'administration

Jean-Pierre Chabriat pense que l'élection du vice-président CA-FVU, élection doit se dérouler au sein de la CFVU. Elire le VPCA-FVU en conseil d'administration enlève tout son sens au CAC. Il ne comprend pas pourquoi les membres du conseil d'administration devraient imposer à la CFVU l'élection d'un VPCA-FVU.

Le Président souligne qu'actuellement les statuts ne le permettent pas.

Jean-Pierre Chabriat souhaite le changement des statuts.

Le Président demande l'inscription de ces points.

Après en avoir délibéré les membres du conseil d'administration approuvent les ajouts à l'ordre du jour des points suivants :

- insertion au point 2 : Election du vice- président/de la vice-présidente à la formation et à la vie universitaire ;
- insertion au point 13 (avant le point 12 inscrit à l'ordre du jour) : Répartition des crédits de la commission de l'orientation et de la formation pour l'insertion professionnelle (COFIP)

Résultat du vote						
Vote à : Main levée						
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :					32	
Nombre de voix	POUR	29	CONTRE	3	ABSTENTIONS	0

Point n°1. Approbation du procès-verbal : séance plénière du 25 octobre 2018.

Rapporteur : Frédéric Miranville, Président.

Jean-Philippe Velia, représentant des personnels BIATSS, intervient au nom de madame Annie Dumont qui a demandé la suppression du paragraphe ci-après (page 31) : "Ce téléphérique est un bon moyen de transport pour les étudiants, car il y a des problèmes d'urbanisme et d'énormes embouteillages aux alentours"

Il souligne qu'elle n'a pas pu tenir ces propos, car elle n'a jamais constaté ce problème, bien au contraire.

Moyennant l'amendement portant sur le point numéro 1 inscrit à l'ordre du jour :

Page 31 : Madame Dumont

Suppression du paragraphe suivant, page 31 : « Ce téléphérique est un bon moyen de transport pour les étudiants, car il y a des problèmes d'urbanisme et d'énormes embouteillages aux alentours. »

Après en avoir délibéré, les membres du conseil d'administration approuvent le procès-verbal du conseil d'administration réuni en séance plénière le 25 octobre 2018. Annexé.

Résultat du vote						
Vote à : Main levée						
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				32		
Nombre de voix	POUR	29	CONTRE	3	ABSTENTIONS	0

Madame Wallian émet le souhait que les procès-verbaux des conseils d'administration soient transmis sans trop de délais, toutes précautions prises pour le personnel chargé de la rédaction.

Le Président souligne que les séances occasionnent de nombreuses heures de travail de retranscription.

Point n° 2 : Election du (de la) vice-président(e) du conseil d'administration en charge de la formation et de la vie universitaire

Rapporteur : Frédéric Miranville, Président

Arrivée Isabelle Fock 10h36 - 33 membres présents et représentés

Le Président remercie Jimmy Selambarom pour son investissement et son fort engagement. Les dossiers en cours et notamment celui de la nouvelle offre de formation (NOF), requièrent en urgence l'élection d'un vice-président du conseil d'administration en charge de la formation et de la vie universitaire.

Il précise que monsieur Selambarom a fait parvenir un courrier confidentiel dans lequel il indiquait que les conditions n'étaient plus réunies pour porter ce champ comme il le souhaitait et que, par ailleurs, un certain nombre de dossiers n'étaient pas en accord avec le mode de fonctionnement qu'il entendait mettre en place.

Nathalie Wallian demande si on doit considérer que le caractère confidentiel est réel.

Le Président précise que monsieur Selambarom n'en souhaite pas la diffusion, car le courrier a été envoyé à titre personnel. L'important est que l'équipe présidentielle ait une continuité dans l'action. La candidature de Marceline Ducrocq-Grondin est proposée, déjà impliquée de manière exemplaire sur le champ de la formation et engagée sur les

dossiers. Elle est soutenue unanimement par l'équipe présidentielle. Il présente la lettre de mission du Dr Marceline Ducrocq-Grondin.

Marceline Ducrocq-Grondin, présente sa candidature.

Christel Dubrulle fait part de son inquiétude quant au transfert des missions d'une vice présidence sur une autre. Elle demande un éclairage sur la manière dont les missions seront prises en charge. Les travaux de la NOF pourront-ils correctement être menés ? De plus, une seule personne peut-elle prendre en charge toutes ces missions ?

Marceline Ducrocq-Grondin signale que l'offre peut être ainsi coordonnée. Par ailleurs, sa candidature permet la capitalisation des compétences dans un cadre réglementaire nouveau. La charge de travail est répartie sur les différents vice-présidents : relations internationales, usages du numérique, etc... Elle rappelle que l'équipe est engagée jusqu'à la fin de son mandat.

Le Président demande de procéder au vote.

Les membres du conseil d'administration, après en avoir délibéré, élisent madame Marceline Ducrocq-Grondin Vice-Présidente du conseil d'administration en charge de la Formation et de la Vie Universitaire, pour la durée du mandat du Président de l'université de La Réunion.

Résultat du vote						
VOTE à bulletin secret						
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				33		
Nombre de voix	OUI	22	NON	10	BLANC	1

Madame Ducrocq-Grondin est élue vice-présidente du conseil d'administration en charge de la formation et de la vie universitaire.

Elle remercie les administrateurs pour leur confiance renouvelée.

Point n°3 : Suivi de la réunion du Bureau de l'établissement du 25 février 2019.

3.1. Règlement portant sur l'exonération des droits d'inscription

Rapporteur : Gille Lajoie, Président du CAC

Point ajourné et reporté, suite à la demande du ministère. De nouvelles dispositions devraient être prises conjointement entre les ministères des affaires étrangères, de l'intérieur et de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

3.2. Modifications du règlement d'admission au diplôme de master

Rapporteur : Gilles Lajoie, Président du CAC

Les modifications sont indiquées en rouge dans le document de travail, après la validation en CFVU du 5 mars 2019.

Après en avoir délibéré, les membres du conseil d'administration approuvent la modification :

- du règlement modifié pour l'admission en première année du diplôme national de master au titre de l'année universitaire 2019-2020 ;
- du règlement modifié pour l'admission en deuxième année du diplôme national de master au titre de l'année universitaire 2019-2020 ;

Résultat du vote						
VOTE à main levée						
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				33		
Nombre de voix	POUR	27	CONTRE		ABSTENTIONS	6

3.3. Modalités de désignation des membres usagers siégeant à la commission du fonds de solidarité et de développement des initiatives étudiantes (FSDIE)

Rapporteur : Gilles Lajoie, Président du CAC

Il est proposé que la désignation des membres usagers soit représentative des membres usagers du conseil d'administration, soit 1 élu pour l'UNEF et 1 élu pour la FER.

Après en avoir délibéré, les membres du conseil d'administration adoptent la procédure de désignation suivante :

- recensement des candidatures en séance ;
- vote à bulletin secret ;
- respect du principe de parité femme/homme
- scrutin uninominal majoritaire à un tour ;
- désignation des deux représentants des usagers sur la base de la représentativité établie lors des dernières élections étudiantes.

Résultat du vote						
VOTE à main levée						
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				33		
Nombre de voix	POUR	33	CONTRE		ABSTENTIONS	0

3.4. Délibération relative au dispositif dérogatoire des conditions de prise en charge des frais de mission – autorisation de voyager en classe immédiatement supérieure à la classe économique

Rapporteur : Frédéric Miranville, Président

Le Président souhaite rendre plus lisible et conforme aux statuts la délibération relative au dispositif dérogatoire des conditions de prise en charge des frais de mission - autorisation de voyager en classe immédiatement supérieure à la classe économique. Ainsi, la délibération est plus resserrée en faisant référence à l'équipe présidentielle, les directeurs d'UFR, écoles et départements internes, le DGS, le DFC, le DRH, les directeurs des services communs.

Par ailleurs, il fait part des sollicitations de plus en plus fréquentes des composantes, souhaitant faire bénéficier des invités hors UR.

Nathalie Wallian demande la valorisation de cette mesure. Elle se déclare inquiète du train de vie de l'établissement, mais ne discute pas la nécessité pour certains personnels de voyager dans ces conditions.

Le Président précise que les modifications n'apportent pas de coût supplémentaire. La directrice de cabinet et les chargés de mission faisaient déjà l'objet de dérogations. Il ajoute que ce point a été présenté au Bureau, et qu'il n'a pas été discuté.

Anne-Sophie Tabau suggère que le surclassement soit effectué par utilisation des miles gagnés sur les fonds publics. Elle demande si une compensation des gaz à effet de serre a été mise en place à l'université. Les administrations doivent être exemplaires. Cela devrait conduire à des considérations autres qu'économiques.

Le Président accorde que le premier point puisse être discuté. Il ajoute que certains plans de vols, jugés abusifs, ont déjà été refusés lorsque des retours de missions avaient lieu quinze jours ou trois semaines après que la mission a eu lieu. L'utilisation des miles peut en outre faire l'objet d'une discussion.

François Taglioni rappelle que les miles sont délivrés par Air France. Par ailleurs, voyager en classe économique apporte peu de miles, ce qui rend de fait inopérante la possibilité de surclassement.

Le président du conseil académique reconnaît que le débat est ouvert depuis des années dans l'établissement, mais également de la nécessité d'articuler le vol et la gestion.

Intervention de madame Faouzia ABOUBACAR BEN-VITRY inaudible.

Isabelle Fock comprend les difficultés posées mais s'interroge sur l'évaluation de ces dépenses. Par ailleurs, elle demande si le surclassement est systématique quelle que soit la mission. Dans le cas d'un retour au-delà de sept jours, elle propose que seul l'aller soit en surclassement.

Le président souligne que la délibération prévoit que les conditions de durée du vol supérieur à sept heures et de mission inférieure à sept jours doivent être cumulativement remplies.

Isabelle Fock ajoute que si la réunion a lieu le jour même, le surclassement se justifie, ce qui n'est pas le cas dans d'autres situations.

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration approuvent le dispositif dérogatoire de remboursement des frais de mission suivant :

Les personnes exerçant les fonctions ci-après bénéficient d'une autorisation de voyager en classe immédiatement supérieure à la classe économique, au titre des transports aériens occasionnés par les missions qu'elles effectuent et qui entrent dans le cadre de leurs attributions :

- Membres de l'équipe présidentielle conformément à l'alinéa 2 de l'article 6 des statuts de l'Université ;
- Directeur/directrice générale des services ;
- Directeur/directrice des ressources humaines ;
- Directeur/directrice des finances et de la comptabilité ;
- Directeur/directrice d'UFR, d'école, d'institut et de département interne ;
- Directeur/directrice de service commun.

Aux personnes occupant ces fonctions s'ajoutent celles qui sollicitent pour raisons médicales attestées par un certificat médical récent et en fonction d'une mission entrant dans le cadre de leurs attributions scientifiques, pédagogiques ou administratives, l'accord écrit du Président de l'Université de La Réunion.

Cette décision s'applique si les conditions suivantes sont cumulativement remplies :

- durée du vol supérieur à sept heures ;
- mission inférieure à sept jours.

Pour l'application de cette mesure, la durée de la mission s'entend de la durée du déplacement.

A l'exception du Président de l'Université, cette autorisation est délivrée par le Président de l'Université suite à la transmission, sept jours avant le départ en mission des justificatifs (ordre de mission, détails de la mission). Dans le cas contraire, le surcoût restera à la charge du missionnaire.

Résultat du vote						
VOTE à Main levée						
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :					33	
Nombre de voix	POUR	27	CONTRE	2	ABSTENTIONS	4

3.5. Modification du règlement intérieur de l'université (article 4)

Rapporteur : Yves Depigny, responsable du service des affaires juridiques et du contentieux

La modification porte sur l'intégration à l'article 4 de la cigarette électronique (vapoteuse) au règlement intérieur de l'UR.

Après en avoir délibéré, les membres du conseil d'administration adoptent la modification de l'article 4 du règlement intérieur du conseil d'administration.

Résultat du vote						
VOTE : à Main levée						
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :					33	
Nombre de voix	POUR	33	CONTRE/NON	0	ABSTENTIONS	0

3.6. Modification des statuts de l'UR (article 30)

Rapporteur : Yves Depigny, responsable du service des affaires juridiques et du contentieux

La modification porte sur l'intégration d'un nouveau département interne : l'Institut Indianocéanique du numérique (IIN) aux statuts de l'UR.

Après en avoir délibéré, les membres du conseil d'administration approuvent, conformément aux dispositions réglementaires, la modification de l'article 30 des statuts de l'Université de La Réunion.

<u>Résultat du vote</u>						
VOTE à Main levée						
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				33		
Nombre de voix	POUR	27	CONTRE	0	ABSTENTIONS	6

3.7. Révision des statuts de l'Institut Indianocéanique du Numérique

(Rapporteur : Olivier Sébastien, vice-président en charge des usages du numérique)

La directrice générale des services donne lecture des nouveaux éléments des statuts de l'institut indianocéanique du numérique (cf. note de présentation).

Le Président du CAc soulève le souhait de proposer les partenaires du COI en qualité de membres extérieurs. Le Président répond que la démarche est prévue en ce sens.

Après en avoir délibéré, les membres du conseil d'administration approuvent la révision des statuts de l'Institut Indianocéanique du Numérique.

<u>Résultat du vote</u>						
VOTE à main levée						
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				33		
Nombre de voix	POUR	29	CONTRE	0	ABSTENTIONS	4

3.8. Modification des grilles tarifaires (IUT-ICR-SUFP-IAE)

Rapporteur : Frédéric Miranville, Président

Les modifications des grilles tarifaires de l'IUT, du SUFP et de l'ICR ont été validées en CFVU du 05 février 2019 pour IUT – SUFP et ICR. Les grilles tarifaires de l'IAE pour l'année universitaire 2019-2020 ont été adoptées en séance de la CFVU du 05 mars 2019

Après en avoir délibéré, les membres du conseil d'administration adoptent les modifications des grilles tarifaires de l'ITUT, de l'Institut Confucius, du SUFP et les grilles tarifaires des formations initiale et continue 2019-2020 de l'IAE conformément *aux tableaux joints*.

Résultat du vote						
VOTE à Main levée						
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				33		
Nombre de voix	POUR	33	CONTRE	0	ABSTENTIONS	0

3.9. Charte de visioconférence dans le cadre des comités de sélection (recrutement des Enseignants-chercheurs)

Rapporteur : Frédéric Miranville, Président

La modification de la charte porte principalement sur le retrait de la temporalité. La charte a pour objectif de fixer les modalités logistiques et techniques pour l'organisation des auditions à distance (cf. note de présentation).

Après en avoir délibéré, les membres du conseil d'administration adoptent la charte relative au recours à la visioconférence dans le cadre des comités de sélection, pour les concours de recrutement des enseignants chercheurs.

Résultat du vote						
VOTE à Main levée						
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				33		
Nombre de voix	POUR	33	CONTRE	0	ABSTENTIONS	0

3.10. Accord de principe pour le recours à la visioconférence ou à la webconférence dans le cadre de tous recrutements (hors Comités de Sélection)

Rapporteur : Président

Il est demandé aux membres d'accorder le principe du recours à la visioconférence ou à la webconférence dans le cadre de tous recrutements (hors Comités de Sélection). Les modalités logistiques et techniques sont reprises dans la procédure jointe.

Après en avoir délibéré, les membres du conseil d'administration adoptent le principe de recours à la visioconférence ou à la webconférence dans le cadre des recrutements de l'Université (hors concours)

Résultat du vote						
VOTE à Main levée						
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				33		
Nombre de voix	POUR	33	CONTRE	0	ABSTENTIONS	0

*Départ madame Faouzia ABOUBACAR BEN-VITRY à 11 h 34 - 33 membres présents et représentés.
- procuration donnée à Jean-Philippe VELIA*

Point n°4. Compte-financier de l'exercice 2018.

Rapporteur : Yves Langevin, directeur des finances et de la comptabilité

Madame Loyher départ 11h50 - 31 présents et représentés - procuration donnée à Katia ANGUE

Invité : Monsieur François Viroleau, (KPMG - commissaire au compte).

Le directeur des finances et de la comptabilité procède à la présentation du rapport financier (cf. document intitulé « rapport financier »).

Il indique que le compte financier a été présenté au bureau ainsi qu'au contrôleur budgétaire en région et au rectorat le 28 février 2019.

Trois faits marquants ont eu un impact sur le résultat de l'exercice :

- Financement CPER sur les deux opérations immobilières en cours ayant débuté en 2017 (UFR Santé et ESIROI) ;
- Intégration du patrimoine immobilier suite à l'évaluation de France Domaine qui a engendré une augmentation de l'actif de 54 millions d'euros et de deux bâtiments construits par la région (SEAS OI et Mado) et remis à l'Etat ;
- La fermeture administrative de l'université pendant trois semaines (engagements budgétaires retardés, constatation du service fait) - services ordonnateur et service facturier.

Par ailleurs, il indique que le compte de résultat est sincère et conforme à la réalité de l'exercice comptable grâce à la collaboration de tous.

Il présente les documents annexés.

- compte financier,
- annexe aux comptes
- liasse budgétaire en exécution
- rapport financier
- rapport de gestion des services ordonnateurs.

Il commente les étapes de l'exécution budgétaire (*voir diaporama de l'agent comptable*).

Le solde budgétaire est excédentaire de 213 k€ Il rappelle l'impact financier de la fermeture de l'UR aux mois de novembre et décembre 2018 (mouvement des Gilets jaunes) entraînant notamment un montant de 2 millions d'euros de factures impayées.

Il commente le budget par enveloppe (en CP) et donne lecture des indicateurs de consommation des enveloppes de dépenses puis de recettes.

La répartition des enveloppes se décline comme suit pour les grands postes :

- en investissement : les constructions immobilières (CPER) 85%
- en fonctionnement : la formation/composantes-SUFP-CFA : 25% ; la recherche/pôle et laboratoires 20% puis le patrimoine et maintenance 24%.
- en personnel : 50% mission formation ; 26% recherche et 6% au patrimoine et maintenance.

S'agissant des restes à payer, une forte augmentation est constatée entre 2016 et 2018 liée aux opérations immobilières du CPER (RAP 16 millions au 31 décembre 2018).

Par ailleurs, l'exercice comptable 2018 se solde par un résultat bénéficiaire de 770k€. On note une légère baisse de la trésorerie (due à la TVA, à l'URSSAF, ...) Le résultat comptable et la capacité d'autofinancement se contractent.

Le Président fait part du retour de la DGEIP qui considère que l'établissement est en bonne santé financière avec une gestion proche des prévisions.

Le commissaire aux comptes indique que les contrôles sont effectués par sondage et portent sur les principes comptables ainsi que sur la pertinence et l'efficacité du contrôle interne comptable. Il ajoute que les comptes de 2018 sont certifiés et sincères.

Isabelle Fock demande la signification des dépenses supplémentaires hors plafond Etat

Le directeur financier et comptable répond que cela concerne les contrats de "recherche", ou sur ressources propres qui représentent 900 K€ de dépenses.

Nathalie Wallian demande si la projection potentielle est un prélèvement sur fonds de réserves et une baisse de la trésorerie.

Le Directeur financier et comptable répond qu'il s'agit d'un prélèvement prévu au budget rectificatif qui découle de l'impact du CPER en fin d'année (encaissements et décaissements). Au 31 décembre 2018, le fonds de roulement était de 36 millions d'euros, la trésorerie de 15 millions d'euros.

Delphine Connes demande combien de jours de fonctionnement permet le fonds de roulement et jusqu'à quelle hauteur peut-on prétendre à cette baisse ?

Le Directeur financier et comptable précise qu'il représente 50 jours de dépenses courantes. La trésorerie permet d'envisager 55 jours de dépenses courantes. Il rappelle qu'une partie du fonds de roulement n'est pas mobilisable (CPER). Il précise, en réponse à madame Wallian qu'en excluant le CPER, le fonds de roulement permet 42 jours de fonctionnement.

Le président précise que la délibération porte sur les éléments d'exécution budgétaire présentés et l'affectation du résultat.

Article 1 : Le conseil d'administration arrête les éléments d'exécution budgétaire suivants :

- 1248 ETPT, dont 1004 ETPT sous plafond d'emplois législatif et 244 ETPT hors plafond d'emplois législatif
- 143 065 645 € d'autorisations d'engagement dont :
 - 96 015 871 € personnel
 - 16 862 892 € fonctionnement
 - 30 186 882 € investissement
- 116 520 745 € de crédits de paiement
- 96 015 871 € personnel
- 13 202 733 € fonctionnement
- 7 302 141 € investissement
- 116 733 872 € de prévisions de recettes
- 213 127 € de solde budgétaire

Article 2 : Le conseil d'administration arrête les éléments d'exécution comptable suivants :

- - 1 019 202,58 € de variation de trésorerie
- + 770 005,30 € de résultat patrimonial
- + 1 826 768,36 € de capacité d'autofinancement
- + 1 966 257,18 € de variation de fonds de roulement

Article 3 : Le conseil d'administration décide d'affecter le résultat à hauteur de 770 005,30 € en réserves.

Résultat du vote						
VOTE à Bulletin secret						
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				33		
Nombre de voix	OUI	22	NON	8	BLANC	3

Point n°5. Budget rectificatif n°1 de l'exercice 2019

Rapporteur : Yves Langevin, directeur des finances et de la comptabilité

En introduction, le directeur des finances et de la comptabilité souligne que les documents pourront encore évoluer après retour des commissaires au compte.

De plus, il signale des coquilles dans la note de présentation :

- l'en-tête intitulé « Budget rectificatif 2018 n°1 » sera rectifiée
- à la page 9 sur 12, au troisième paragraphe à lire [...] .une amélioration de **1.3M€** au lieu de 2.7M€

Il présente ensuite brièvement le BR 2019 n°1 (cf. document de travail).

Le Président donne les informations suivantes :

- la notification du SCSP est en décalage par rapport à la prévision
- une dotation complémentaire pour le Plan étudiant 2019 est annoncée par le ministère (recettes supplémentaires pour la masse salariale)
- un arbitrage est en cours pour les capacités d'accueil des classes supplémentaires

Jean-Pierre Chabriot demande le vote à bulletin secret

Article 1 :

Le conseil d'administration vote les autorisations budgétaires suivantes :

- 1 254 ETP, dont 1010 ETP sous plafond d'emplois législatif et 244 ETP hors plafond d'emplois législatif,
- 138 067 699 € d'autorisations d'engagement dont :
 - 102 912 829 € personnel
 - 25 188 837 € fonctionnement
 - 9 966 033 € investissement
- 153 868 699 € de crédits de paiement
 - 102 912 829 € personnel
 - 26 206 399 € fonctionnement
 - 24 749 470 € investissement
- 152 543 778 de prévisions de recettes
- - 1 324 920 € de solde budgétaire

Article 2 :

Le conseil d'administration vote les prévisions comptables suivantes :

- - 1 333 575 € de variation de trésorerie
- + 109 315 € de résultat patrimonial
- + 1 909 315 de capacité d'autofinancement
- - 1 049 047 € de variation de fonds de roulement

Résultat du vote						
VOTE à bulletin secret						
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				33		
Nombre de voix	POUR	22	CONTRE	8	BLANC	3

Interruption de séance 13h20 : Pause méridienne

Départs et procurations :

Madame Charles, donne procuration à madame Angué

Madame Dubrulle, donne procuration à monsieur Chabriat

Madame Grondin, donne procuration à madame Pothin

Madame Bourmaud, donne procuration à madame Connes

Monsieur Taglioni, donne procuration à madame Pothin

Monsieur Dany Elisabeth, donne procuration à Alexandros Zakharatos

Point n°5. Cadrage de la future offre de formation 2020-2024

Rapporteur : Gilles Lajoie, président du conseil académique

Le Président présente le cadrage validé en équipe présidentielle qui présente les grands principes devant guider les équipes pédagogiques pour leurs travaux.

Le Président du CAc indique que l'ensemble des documents sont à disposition de tous sur le site intranet de l'Université, à la rubrique "accréditation 2020-2024, à savoir :

- lettre de cadrage ;
- calendrier des COPIL et des groupes de travail
- documents de travail diffusée et comptes rendus
- textes réglementaires et ressources utiles
- documents de référence HCERES
- fiches RNCP

Les comités de pilotage (COPIL) donnent les grandes lignes à partir :

- des éléments de contexte ;
- de la mise en oeuvre de la loi ORE et de ses conséquences ;
- de l'arrêté "licence" ;
- de l'arrêté "avenir professionnel" ;
- des fiches RNCP.

et portent leur réflexion à partir des pistes suivantes :

- auto évaluation des formations (retours en avril - grille d'aide à remplir par les directeurs de composante
- tirer les conséquences sur les qualités et les défauts de l'offre actuelle
- penser une nouvelle physionomie de l'offre de formation dans les champs de formation
- adopter des règles communes pour les licences par :
 - l'accueil des primo arrivants en prenant en compte le "nouveau bac"
 - le renforcement des interactions avec le rectorat : l'offre doit être plus adaptée à ces nouveaux bacheliers
- co construction également avec les partenaires du territoire (CESER et CCEE)
- viser des résultats supérieurs à ceux d'aujourd'hui (seulement 10 % de réussite en licence)
- proposer des parcours adaptés (reproduire le L1 en deux ans ne fonctionne pas)
- proposer des DEUST (formation professionnalisante de deux ans, dont le dernier trimestre est consacré à des stages).

- renforcer des licences, conserver un niveau élevé, si l'université souhaite garder des masters. Il est nécessaire d'orienter les étudiants en échec sur des voies plus adaptées :
 - parcours disciplinaire classique en majeure/mineure
 - parcours d'ouverture bi disciplinaire : proposer d'autres possibilités que la première majeure proposée en L1, pouvant aller jusqu'en S4 (construction progressive du parcours)
 - parcours professionnalisant, parcours métier de licence (aujourd'hui : licence professionnelle) - premier niveau de structuration de la nouvelle offre de formation du S1 au S4 des DEUST
 - certification en langues obligatoire (TOEIC, TOEFL, Cambridge, - payantes). Il faudra demander au ministère d'être organisme certificateur.
 - certification numérique (PIX). L'obligation de présentiel de 1500 heures est désormais de 1500 heures d'équivalent présentiel.

L'université doit changer de paradigme car elle se doit d'accueillir tout le monde et de s'adapter au profil des bacheliers.

Il indique que le dossier est constitué de deux parties :

- la partie 2 pour laquelle la DSVE et la DSI ont créé un service en ligne pour que les fiches à destination du HCERES soient homogènes ;
- la partie 1, quant à elle, est décisive, politique et stratégique : les enjeux sont de réduire le taux d'échec et d'articuler l'offre aux demandes du territoire pour répondre aux besoins.

Pour ce faire, il faut donc penser les passerelles et organiser des parcours plus professionnels.

Le Président du CAc présente le cadrage de la nouvelle offre de formation et remercie les services administratifs de la DSVE et sa directrice pour la qualité des travaux. Il précise que les groupes de travail se sont déjà réunis et commente le diaporama présenté en CFVU et au CAc.

Stéphane Manant souscrit aux parcours adaptés. Cependant, il note que l'offre de formation 2015-2019 a fait disparaître certaines formations telles que le master d'anthropologie, le master espagnol, en UFR Droit le master international, etc. Lorsque les offres disparaissent, pourront-elles revenir un jour ?

Départ madame Anne-Sophie Tabau, procuration donnée à Delphine Connes (14h41)

Le Président du CAc rappelle que l'offre de formation précédente devait "rentrer dans des "enveloppes" et les composantes étaient amenées à faire des choix cruels. Aujourd'hui, les discussions doivent être menées de la manière la plus large possible pour que les choix soient assumés ensemble. Le cadrage est ainsi le plus général possible, le périmètre financier est celui de l'offre actuelle : il s'agit de faire mieux à moyen constant, cela voudra dire que l'on s'améliore.

Il se demande s'il faudra reconduire l'offre de formation actuelle ? La NOF propose des changements plus profonds que jadis (arrêté Licence, art 8 du 30 juillet 2018).

Fabrice Viale souligne que l'offre DEUST est très importante en STAPS. Le ministère doit préciser ses attentes. Lorsque les DEUST sont existants en carte professionnelle, en référentiel de compétences, attend-il que l'on crée des DEUST en filière parallèle à l'existant, ou doit-on raisonner sur les parcours actuels, des parcours au choix qui donneraient une coloration professionnelle au diplôme de BAC +2. Cela change l'architecture de l'offre de formation. Si le ministère nous demande de faire des DEUST, on peut s'appuyer sur ce qui existe, si on doit intégrer, le conseil sectoriel des sports doit être saisi, car c'est là où se discutent l'accréditation et les cartes professionnelles, etc.

Stéphane Manant se demande à nouveau si l'on peut imaginer des formations existantes à La Réunion mais onéreuses (psychologie, sociologie, LEA). Elles pourraient attirer bon nombre d'étudiants.

Le Président précise que le modèle à construire diffère du modèle précédent dans le sens où les moyens étaient pré répartis, aujourd'hui, le document présenté permet de fixer les principes qui donnent une souplesse et une agilité aux responsables pédagogiques afin de permettre de répondre aux attentes du territoire. Il faut porter attention à la concurrence, il faut respecter une cohérence globale à l'échelle du territoire. Par exemple, sauf erreur, il n'existe pas de master "psychologie" à La Réunion, il pourrait être envisagé de créer un master "psychologie". Globalement, l'offre doit être bornée en heures, en termes de volumétrie. Cela permet d'imaginer des cursus plus co construits, pour faire en sorte de répondre à ce type de demande. La réponse doit répondre à une attente, mais également construite avec une équipe pédagogique solide, avec un contenu d'offre de formation clairement identifiée, des objectifs et un certain nombre de principes : non concurrence, moyens maîtrisés : une co construction et une cohérence globale.

Le Président du CAC reconnaît que ces demandes sont faites depuis longtemps à l'université. Une licence de psychologie digne de ce nom, requiert d'importantes ressources. Il faut faire avec ce que l'université a. Il faut penser la complémentarité avec le territoire. Au niveau des étudiants diplômés de LEA, dont le niveau est inférieur à ceux ayant par exemple une licence d'anglais, le taux d'employabilité est faible. Il faut penser des formations professionnalisantes avec chances d'insertion professionnelle. Ce qui est visé est une refonte de la NOF dans une direction qui est désormais celle de moins d'échecs, plus de réussite pour l'insertion professionnelle. S'il faut envisager des études plus courtes et plus professionnalisantes, il faut le faire, cela répond aux souhaits de l'académie.

Samantha POTHIN souligne que penser à la création de nouvelles formations, c'est bien, mais il faut d'abord penser aux étudiants en licence L3 AES du Tampon qui doivent se déplacer dans le Nord.

Le Président du CAC dit qu'il en va de la responsabilité de la composante de présenter les champs du possible. Il n'est pas envisageable de dédoubler tous les diplômes au nord et au sud. En revanche, on peut penser à d'autres formes, par exemple des cours par visioconférence.

Delphine Connes souligne que, pour la Licence 3 AES, il n'y a pas d'opposition de principe, mais des contraintes en moyens financiers et en personnels. Un certain nombre d'enseignants ne souhaite pas aller enseigner au Tampon. La composante ne proposera pas d'ouverture de L3 AES au Tampon. Par ailleurs, avec des moyens qui ne sont pas mirifiques, ne devrait-on pas plutôt se concentrer sur les résultats en L1 ? Les taux de réussite en L1 au Tampon est de 10 % au 1er semestre. Par ailleurs, les DEUST en droit s'orientent vers les métiers de type assistant juridique, or ces formations sont couvertes par les BTS, Ne ferions-nous pas "doublon" ou concurrence ? Les DEUST ont vocation à

s'insérer dans le monde du travail, les licences pro, quant à elles n'existent pas en Droit. Avec quels moyens ? De plus, Elle regrette l'échec "piteux" des parcours adaptés en droit. En droit les étudiants ont signifié leur impression d'être stigmatisés, la communication n'est pas bonne.

Le Président reconnaît que la manière de présenter les choses a un impact sur l'attractivité. La lettre de cadrage n'évoque pas les moyens, mais sur la qualité de l'offre de formation. L'arbitrage final sera effectué en conseil de directeur de composante. Il ne faut cependant pas s'interdire de créer ce qui donne des possibilités aux jeunes. Des initiatives ont été tentées sur des spécialisation de site en comptant sur la mobilité, cela n'a pas fonctionné. Lorsque l'histoire géographique a été supprimée au Tampon, les étudiants se sont répartis sur les offres existantes. Il n'y aura pas de mobilité géographique du Sud vers le Nord et vice-versa. Il faut penser un cycle complet sur le même site.

Matthieu Le Corre souligne que l'attractivité du master BEST est nationale et internationale. Le tronc commun Nord/Sud, est effectué en visioconférence nord et sud. La visioconférence est moderne, mais la qualité pédagogique est moins bonne, car un étudiant en présentiel a envie d'interagir avec son professeur.

Le Président du CAC reconnaît que l'interaction humaine ne peut être remplacée par le numérique. Il faut trouver ensemble des solutions (avec d'autres établissements, ...) pour faire vivre une offre ambitieuse, par exemple avec le numérique.

Le directeur adjoint de l'IIN admet que le présentiel est efficace, mais aujourd'hui l'offre est multimodale (synchrone ou asynchrone) et en présentiel, ce qui va bien au-delà de la visioconférence. Le numérique est un moyen de mutualisation.

Fabrice Viale espère que le master BEST n'a pas la même qualité que la projection en salle des conseils.

Matthieu Le Corre (*parle à côté du micro*) rappelle que les idées high tech et la réalité quotidienne des équipes pédagogiques ne sont pas forcément en adéquation. Il demande la rénovation de la salle BEST non validée au budget.

Richard Lorion, directeur de l'IUT souligne que dans l'offre précédente, les licences professionnelles étaient auto financées. Quel est le lien entre les DEUST et les licences professionnelles ?

La vice-présidente du conseil d'administration en charge de la formation et de la vie universitaire rappelle que la logique est celle de la complémentarité (académie, autres établissements d'enseignement supérieur sur le territoire). L'objectif est de travailler tous ensemble à l'insertion professionnelle des jeunes. La réflexion devra être menée au sein de chaque champ disciplinaire

Richard Lorion, directeur de l'IUT souhaite repositionner la nouvelle offre dans le cadre des BTS, la nouvelle offre est-elle en lien avec la réorganisation des BTS au sein de l'académie de La Réunion. ?

La vice-présidente du CA-FVU indique que le travail s'effectue en collaboration étroite avec l'académie, présente notamment au groupe 1, et représentée par les deux enseignants recrutés dans le cadre des parcours adaptés, (continuum bac-3/bac+3, et bac-1/bac+1).

Le Président propose de statuer sur ce point.

Jean-Pierre Chabriat souhaite comprendre en quoi les membres du conseil d'administration doivent statuer sur une lettre de cadrage qui ne fait pas référence à des

moyens. Il pense que cela relève du conseil académique. Il demande si cette lettre de cadrage a été soumise au conseil académique.

Le Président indique que cela a été présenté au point 4 du conseil académique plénier et rappelle que le conseil d'administration est compétent pour les questions d'administration, de structuration, de l'établissement. La manière dont la nouvelle offre de formation est construite fait partie des prérogatives du conseil d'administration. Par ailleurs la lettre de cadrage fait référence à des moyens (nombre d'heures équivalent TD, éléments budgétaires).

Jean-Pierre Chabriot rappelle que les discussions sur les moyens n'ont pas été débattues au sein de ce conseil. La seule discussion a porté sur le respect d'une enveloppe globale d'heures, sans analyse. Si la nouvelle offre de formation est élaborée, et qu'au final on vienne couper dans ce qu'ont fait les responsables pédagogiques, c'est problématique.

Le Président rappelle qu'en préambule, il a été précisé que l'offre de formation était en cours de construction, et sera à nouveau présentée en conseil d'administration du 28 mai 2019. Les éléments de moyens dans la lettre de cadrage ont été validés en CA pour l'offre de formation en cours. La lettre de cadrage est un aménagement de l'offre de formation en cours et une demande d'objectifs de la part de nombreux collègues. A ce jour, on ne peut que donner des indications. Au mois de mai, les éléments seront plus précis puisque les choix devront être faits. Aujourd'hui, il faut donner des principes et une indication de la volumétrie globale.

Nathalie Wallian entend que le pilotage s'effectue par la volumétrie, sur quelle base ? et qui opérera *in fine* l'arbitrage ? Il lui semble que cela n'est pas de la co-construction, co-négociée avec les directeurs de composantes. Il est impossible de se prononcer car les moyens ne sont pas suffisamment annoncés. Quels enjeux stratégiques ? Quelles priorités ? Des bâtiments sont en construction pour l'ESIROI, une licence d'Histoire a été ouverte, où en est-on de cette filière ? Des filières sont peut-être moins porteuses. Qui choisira ce que l'on garde, ce que l'on promeut et ce qui est porteur ?

Le Président rappelle que la construction de la NOF s'effectuera en conseil des directeurs de composante, de manière dynamique. Plusieurs réunions seront ainsi organisées. Des indicateurs d'aide à la décision seront diffusés. La première phase portera sur l'équité.

Le président du CAC rappelle que la co-construction est effectuée avec les directeurs de composantes et de leurs responsables administratifs à l'occasion de trois COPIL. La CDC est positionnée au cœur du système, puisque l'offre de formation provient des composantes.

Le Président rappelle que le document de cadrage inscrit et positionne le CDC. Il soumet aux voix le cadrage de la nouvelle offre de formation.

Après en avoir délibéré, les membres du conseil d'administration adoptent le cadrage de la nouvelle offre de formation 2020-2024.

Résultat du vote						
VOTE à main levée						
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				33		
Nombre de voix	POUR	25	CONTRE	0	ABSTENTIONS	8

Départ Katia Angue, procuration donnée à Alexandros Zakharatos. (15h40)

Les procurations de madame Loyher et madame Charles tombent.

Point n°7. Désignation nominative des membres usagers siégeant à la commission du fonds de solidarité et de développement des initiatives étudiantes (FSDIE)

Rapporteur : Yves Depigny, responsable du service des affaires juridiques et du contentieux

Le responsable du service des affaires juridiques et du contentieux présente le mode de désignation en rappelant la délibération précédente.

Le Président demande aux candidats de se désigner : madame Samantha Pothin (UNEF) et monsieur Stéphane Manant (FER)

Vote portant sur l'élection de madame Samantha Pothin, représentante de l'UNEF :

Résultat du vote						
Vote à	bulletin secret					
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				6		
Nombre de voix	OUI	6	NON	0	BLANC	0

Vote portant sur l'élection de monsieur Stéphane Manant, représentant de la FER :

Résultat du vote						
Vote à	bulletin secret					
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				6		
Nombre de voix	OUI	6	NON	0	BLANC	0

Les représentants des usagers présents et représentés du conseil d'administration, après en avoir délibéré, désignent pour la durée de leur mandat :

- **Samantha Pothin** et **Stéphane Manant** pour siéger à la commission du FSDIE

Point n°8. Ouverture du DIU EIL

Rapporteur : Olivier Sébastien, vice-président en charge des usages du numérique

Le vice-président délégué aux usages du numérique présente brièvement cette nouvelle ouverture de diplôme interuniversitaire « enseigner l'informatique au lycée », dispositif mis en place à la demande de l'académie, qui répond à la commande du Ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse pour la formation continue de ses personnels et sera effectif dès la rentrée scolaire 2019/2020.

Ce diplôme est financé par l'Etat.

Stéphanie Robert, représentante des personnels BIATSS demande combien de personnes participeront à la formation et pour quelle durée.

Le vice-président en charge des usages du numérique répond que les groupes seront constitués de 24 personnes. Il revient au ministère d'indiquer le nombre de groupes. Les deux derniers modules auront lieu au 2e trimestre 2019-2020, pour un financement de 40000 euros.

Delphine Connes demande si un module peut démarrer en pleine année universitaire.

Absence Alexandros Zakharatos (3 voix)

Après en avoir délibéré, les membres du conseil d'administration approuvent l'ouverture du diplôme interuniversitaire « Enseignement de l'Informatique en Lycée (DIU-EIL) et son financement à hauteur de 40 000€ par groupe de 24 participants (subvention de l'Etat).

Résultat du vote						
VOTE à main levée						
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				28		
Nombre de voix	POUR	28	CONTRE	0	ABSTENTIONS	0

Point n°9. Délibération relative à la délégation de pouvoir du conseil d'administration au Président de l'université de La Réunion (conventions de recherche)

Rapporteur : Yves Langevin, directeur des finances et de la comptabilité

Le **directeur des finances et de la comptabilité** explique que le circuit de validation des conventions relevant de la recherche est trop long. Il est donc proposé d'autoriser le Président à signer ces conventions dont les demandes de financement ont été préalablement validées en CA. Cette demande émane de la région pour permettre d'accélérer les process.

Les membres du Conseil d'administration après en avoir délibéré :

- 1- décident que la signature du Président de l'Université, confère aux conventions qu'il signe le caractère exécutoire de plein droit, pour celles dont les modalités financières annuelles sont inférieures à 100 000 (cent mille euros) hors taxe à l'exclusion des
 - emprunts
 - prises de participation
 - acquisitions et cessions immobilières
 - baux et locations d'immeubles d'une durée supérieure à neuf ans
- 2- décident que les conventions relatives aux programmes de formation ou conclues avec des organismes de recherche ne pourront être signées qu'après avis des commissions compétentes du Conseil académique (CAc).
- 3- décident que la signature du Président de l'Université, confère aux conventions recherche qu'il signe, relatives aux demandes de financement validées en conseil d'administration, le caractère exécutoire de plein droit, conformément au plan de financement.

Le Président rendra compte au Conseil d'administration des décisions prises en vertu de cette délibération.

Résultat du vote						
VOTE à main levée						
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				31		
Nombre de voix	POUR	31	CONTRE	0	ABSTENTIONS	0

Point n°10. Désignation de huit membres au COSP de l'ESPE (report à la prochaine séance)

Rapporteur : Frédéric Miranville, Président

Point ajourné et reporté à la prochaine séance.

Point n°11. Demandes de financement

Rapporteur : Gilles Lajoie, président du Conseil académique

Le Président du CAc présente les différents projets ayant reçu un avis favorable de la commission recherche. Il souligne la particularité pour l'UR d'être pour la première fois, pilote d'un consortium, en l'occurrence pour le projet 4SEAS.

Après en avoir délibéré, les membres du conseil d'administration valident les neuf demandes de financement suivantes :

UNITE	PORTEUR DE PROJET	NOM DU PROJET	MONTANT DU PROJET	FINANCEMENT
UMR DETROI	DIOTEL/BASCANDS	ZebraTox	768 345,00 €	UE FEDER
UMR PVBMT	REYNAUD	PSYLLE	39 986,00 €	Autres financeurs : 19 992,00 € - Université 19 994,00 €
UMR LACY	BOUSQUET	ESPOIR	809 211,22€	UE INTERREG V
EA LIM	COURDIER	CASDAR GABIR	32 000,00 €	Autres financeurs : 20 000,00 € - Université 12 000,00 €
UMR ENTROPIE	BIGOT	Appui scientifique de l'UMR Entropie en matière de biodiversité marine au titre de la Directive Cadre sur l'EAU (DCE) de l'initiative Française sur les récifs coralliens (IFRECOR) et du document stratégique de bassin maritime (AP-SCI-BIO-MAR)	33 000,00 €	DEAL : 28 050,00 € - Université 4 950,00 €
EA PIMENT	DAVID	4SEAS	3 700 000,00 €	Autres financeurs : (voir document joint)
EA CRJ	AUBRY DE MAROMONT	Publication des actes du colloque sur l'habitude en droit	5 500,00 €	Autres financeurs : 3 000,00 € - Université 2 500,00 €
EA LCSNSA et UMR ENTROPIE	FOUILLAUD/BOURMAUD	Etude de la biodiversité marine dans l'Océan Indien	7 000,00 €	Autres financeurs
EA LCSNSA	SHUM	TAIRPENOX	90 300,00 €	Appel à projets ANR 2019
		Montant total	5 485 342,22 €	

Résultat du vote

VOTE à main levée

Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :

31

Nombre de voix

POUR

31

CONTRE

0

ABSTENTIONS

0

Point n°12. Détermination du contingent local des « congés pour recherches ou conversions thématiques » CRCT pour l'année 2019

Rapporteur : Jean Bruno Gereone, directeur des ressources humaines

Le **directeur des ressources humaines** précise qu'au titre de l'année 2018/2019, le contingent de CRCT a été attribué à quatre maîtres de conférences et un professeur d'université. Il informe par ailleurs, qu'aucun semestre n'a été accordé au niveau national. Il est donc demandé de reconduire le contingent local attribué précédemment pour l'année universitaire 2019/2020, à savoir cinq semestres. Un semestre s'élève à 6 000€.

Le **Président** ajoute qu'une réflexion nationale est lancée (comme pour les PEDR) en vue de mettre en place des éléments de valorisation pour une prime CRCT « pédagogie ». Il souligne que contingent est décevant.

Après en avoir délibéré, les membres du conseil d'administration arrêtent au titre de l'année 2019 :

- le nombre de semestres de congés pour recherches ou conversions thématiques (CRCT) au titre du contingent local 2019 ne pourra excéder cinq semestres.

Résultat du vote						
VOTE à main levée						
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				31		
Nombre de voix	POUR	31	CONTRE	0	ABSTENTIONS	0

Départ de monsieur Chabriat (16h07), procuration Fabrice VIALE, la procuration de madame Dubrulle tombe

Point n° 13 : Répartition des crédits de la commission (COFIP)

Rapporteur : Marceline Ducrocq-Grondin, VPCA-FVU

La vice-présidente du conseil d'administration en charge de la formation et de la vie universitaire remercie les personnels du PROFIL et particulièrement la responsable administrative, ainsi que le chargé de mission "qualité de vie au travail".

Un projet a été reporté, deux projets étaient présentés l'année dernière, neuf projets seront accompagnés. 6 500 euros resteront à répartir.

Après en avoir délibéré, les membres du conseil d'administration valident la répartition des crédits accordés dans le cadre de l'orientation et de l'insertion professionnelle suivante :

Composante	N° de projet	Intitulé	Budget demandé	Avis formulés par la CFVU
IUT	2019/IUT/01	Action de cohésion par la remise des diplômes des étudiants de l'IUT	10 097.00 €	Favorable pour 4000 €
BVE	2019/BVE/01	Séminaire d'intégration et d'échanges des doctorants	3 000.00 €	Favorable pour 3000 €
UFR DE	2019/FDE/01	Rentrée solennelle du master droit public et séminaire de rentrée	3 327.50 €	Favorable pour 2000 €
UFR ST	2019/FST/01	Fête de la Science – Femmes et Sciences	2 220.00 €	Favorable pour 2220 €
UFR ST	2018/FST/02	Visites d'entreprises pour les étudiants à l'UFR sciences et technologies	2 000.00 €	Favorable pour 2000 €
UFR ST	2018/FST/03	Mise en place d'ateliers réorientation à l'issue des journées de réorientation	1 000.00 €	Favorable pour 1000 €
UFR ST	2018/FST/04	Stages en entreprises hors Réunion	4 500.00 €	Favorable pour 4500 €
ESIROI	2019/ESIROI/01	Voyage d'études au Sri Lanka	4 400.00 €	Favorable pour 3300 €
ESIROI	2019/ESIROI/02	Accompagnement au concours Ecotrophéa France	5 500.00 €	Favorable pour 3100 €

Résultat du vote						
VOTE à main levée						
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				28		
Nombre de voix	POUR	28	CONTRE	0	ABSTENTIONS	0

Départ de madame Wallian (16h10), (2 voix) ; absence de madame Gauthier (deux voix)

Point n°14. Barème 2019 pour le recrutement des experts invités

Rapporteur : Gilles Lajoie, président du Conseil académique

Le Président du CAc donne lecture des barèmes pour 2019, identiques à ceux de 2018, et précise que la commission de la recherche s'est prononcée favorablement.

Après en avoir délibéré, les membres du conseil d'administration approuvent les barèmes alloués aux experts invités dans les conditions après :

Durée du séjour	1 semaine	2 semaines	3 ou 4 semaines
Zone de résidence de l'expert			
Zone Océan Indien proche	1 833 €	3 166 €	4 500 €
Zone Océan Indien éloignée	2 433 €	3 766 €	5 100 €
Reste du monde	3 333 €	4 666 €	6 000 €

Résultat du vote						
VOTE : Main levée						
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				26		
Nombre de voix	POUR	26	CONTRE	0	ABS/BLANC	0

Point n°15. Conventions – contrats – accords-cadres recherche et hors recherche ne relevant pas de la délégation de pouvoir octroyée au Président

Rapporteur : Yves Depigny, responsable des affaires juridiques et du contentieux

Le responsable du service des affaires juridiques et du contentieux présente le tableau des conventions ne relevant pas de la délégation de pouvoir octroyée au Président, conclues par l'université.

Après en avoir délibéré, les membres du conseil d'administration approuvent :						
<ul style="list-style-type: none"> - les deux conventions ou conventions de partenariat « hors recherche » - les sept conventions ou avenants à conventions « recherche » 						
Résultat du vote						
VOTE : Main levée						
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				26		
Nombre de voix	POUR	26	CONTRE	0	ABS/BLANC	0

Retour de madame Gauthier.

Point n°16. Conventions – contrats – accords-cadres recherche et hors recherche pour information

Rapporteur : Yves Depigny, responsable du service des affaires juridiques et du contentieux.

Le responsable du service des affaires juridiques et du contentieux présente les tableaux des conventions annexés, relevant de la délégation de pouvoir octroyée au président (délibération du 17/10/2016), conclues par l'université :

- **2 conventions hors recherche.**
- **16 conventions relevant de la recherche.**

Point n°17. Récapitulatif des arrêtés "diverses tarifications" pris en vertu des délibérations du CA n°2016-85 et n°2016-86

Rapporteur : Yves Depigny, responsable du service des affaires juridiques et du contentieux.

Il s'agit du récapitulatif de deux délibérations en vertu du conseil d'administration du 17 octobre 2016.

Neuf arrêtés ont été pris au titre de la délibération 2016-85 donnant délégation de pouvoir au président pour la fixation de diverses tarifications, notamment fixer certains tarifs de droits d'inscription aux colloques, les objets et publications, les prestations proposées à la vente d'un montant inférieur ou égal à la vente d'un montant de moins de 1000 euros et les services de reprographie de l'université.

Trois arrêtés ont été pris au titre de la délibération 2016-86 donnant délégation de pouvoir au président pour fixer le montant de certains prix et de remise de diplôme. Cette délibération prévoit que le président rend compte aux administrateurs des arrêtés qui ont été pris dans le cadre de cette délégation de pouvoir.

Point n°18. Questions diverses

Néant.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président adresse ses remerciements aux participants et clôture la séance à 16h22.

Le Président,

Pr. Frédéric Miranville



La secrétaire de séance,

Annick Picard

A blue ink signature, likely of Annick Picard, written over the text 'Annick Picard'.

LETTRE DE MISSION

concernant

Madame la Dr. Marceline DUCROCQ-GRONDIN

Vice-présidente du Conseil d'Administration
chargée de la Formation et de la Vie Universitaire

Conformément aux statuts de l'établissement, pour la mise en œuvre de la politique de l'université, le Président bénéficie du concours d'un(e) vice-président(e) du Conseil d'Administration en charge de la Formation et de la Vie Universitaire (VPCA FVU). Le(la) VPCA FVU est élu(e) par le Conseil d'Administration, sur proposition du Président, parmi les enseignants-chercheurs, enseignants-chercheurs-praticiens-hospitaliers ou chercheurs titulaires de l'Université.

I. La Formation et la Vie Universitaire à l'Université de La Réunion

L'Université de La Réunion compte 16 595 étudiants, soit 75 % des étudiants du supérieur du territoire. Elle développe une offre de formation structurée en 4 grands domaines : Arts-Lettres-Langues, Sciences Humaines et Sociales, Sciences-Technologies-Santé, Droit-Economie-Gestion. Elle s'appuie sur 5 UFR, 2 instituts, 2 écoles, 4 départements internes de formation, 1 service universitaire de la formation permanente et des services généraux.

Pour accompagner au mieux les étudiants, l'Université a également mis en place des dispositifs d'aide à la réussite et d'ambition (tutorat, stages, accompagnement à l'orientation, aide à l'insertion professionnelle, développement de l'entrepreneuriat).

Enfin, afin de créer un environnement de travail agréable, épanouissant et inclusif, l'Université dispose de bibliothèques riches en collections, d'équipements informatiques performants, d'un éventail de ressources numériques activement développées et d'un ensemble d'activités culturelles, sportives et associatives qui contribuent à dynamiser les sites universitaires.

II. L'ambition et la stratégie de la mandature en Formation et Vie Universitaire

En termes de formation, l'Université fait face à de nombreux défis : une croissance démographique importante, l'un des taux d'étudiants boursiers les plus élevés de France (55% sur l'ensemble de la population étudiante, 65% en 1^{er} cycle), une sur-représentation des bacheliers technologiques (24%) et professionnels (21%) dans la population étudiante de L1 par rapport à l'hexagone, une orientation "subie" pour 1500 étudiants (données APB, étudiants étant acceptés en Licence/DU alors qu'il ne s'agissait pas de leur 1^{er} vœu), le départ de 550 bacheliers généraux pour la métropole chaque année et qui s'inscrivent en Licence 1.

Sur la réussite en L1, l'Université est positionnée en bas du classement national, avec un taux moyen de réussite d'environ 20% pour les néobacheliers, soit la moitié du taux national. Pour favoriser le taux de réussite, elle a fait le choix du maintien des droits étudiants aux examens avec notamment les modalités de compensation, de capitalisation et d'une session de rattrapages.

Par ailleurs, dans sa stratégie nationale de l'Enseignement supérieur, l'Etat a fixé un objectif de 60% d'une classe d'âge diplômée de l'enseignement supérieur et 50% titulaire d'une licence.

Devant l'ensemble de ces défis, l'ambition que je porte pour cette mandature est de hisser l'Université de La Réunion à une position médiane du classement national des établissements pour la réussite en premier cycle. Pour ce faire, il convient de diminuer l'écart des taux de réussite en L1 entre La Réunion et la moyenne nationale sur les quatre ans de la mandature.

Pour répondre à cette ambition, trois axes stratégiques sont développés et traduits en objectifs opérationnels :

- Axe 1 : Faire évoluer les pratiques pédagogiques visant l'excellence par l'innovation
- Axe 2 : Reconnaître et valoriser les compétences et responsabilités sur le champ de la formation
- Axe 3 : adapter nos formations pour une offre complète et attractive

Pour ce faire, une concertation large avec les composantes et services est menée, afin de co-construire la démarche opérationnelle à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs fixés. Ces derniers devront intégrer des Contrats d'Objectifs et de Moyens et faire l'objet d'un suivi et d'une évaluation réguliers. Dans l'optique notamment des bilans à produire pour le suivi du Contrat d'Etablissement, le partenariat développé doit comporter des indicateurs de suivi du Contrat d'Etablissement, en complément de ceux identifiés spécifiquement dans le cadre du dialogue contractuel.

III. Les actions phare de votre mandat

L'Université de La Réunion doit jouer un rôle majeur sur son territoire pour accroître le potentiel humain, au service de son développement. Pour ce faire et compte-tenu de la dimension sociale incontestable de la mission de formation de l'établissement, le développement d'une orientation choisie, intégrée dans une logique de formation tout au long de la vie et se concrétisant par une transition différenciée lycée-université dans le cadre du continuum bac-3/bac+3 constitue la principale priorité. Pour ce faire, il convient de s'appuyer sur les recommandations du HCERES sur ce point, visant notamment des expérimentations reconnues menées antérieurement par l'établissement et développer un dispositif partenarial et territorial, fédérant à la fois à l'interne et à l'externe.

Pour la réponse aux jeunes talents, des passerelles d'excellences feront l'objet d'une étude de faisabilité, afin de concrétiser des parcours de co-diplômation ou de continuité entre ceux de l'établissement et ceux d'autres écoles ou universités de grandes renommées nationales ou internationales.

Sur le champ des pratiques pédagogiques, le développement du numérique et des pratiques innovantes pour une université ultramarine insulaire constitue un enjeu considérable. Dans ce cadre, il convient de déployer le plus largement possible de nouvelles pratiques pédagogiques, s'appuyant sur les expérimentations ou initiatives existantes, et s'intégrant dans les politiques nationales pour la levée de moyens dédiés.

La dynamisation de la vie étudiante et universitaire est également un enjeu d'importance, dans une logique de valorisation de l'engagement étudiant et l'amélioration des conditions de vie au travail sur l'ensemble des campus de l'établissement, en particulier ceux du sud. Les infrastructures dédiées aux activités sportives et culturelles en particulier, seront développées et ouvertes sur leurs environnements.

IV. Vos attributions

En tant que Vice-présidente du Conseil d'administration en charge de la Formation et de la Vie Universitaire, vous prendrez la présidence de la Commission Formation et Vie Universitaire du Conseil académique, par délégation du Président du Conseil Académique.

En relation étroite avec le Vice-président en charge de la Vie Etudiante, que vous consulterez sur l'ensemble des sujets en lien avec ses fonctions, vous organiserez la vie universitaire de l'établissement.

Pour la mise en œuvre opérationnelle du projet de mandature sur le champ de la formation et de la vie universitaire, vous piloterez le pôle formation et vie universitaire composé des services communs et généraux suivants : PROFIL, SUFP, CFA UR, P2ER, SUAPS, SUAC, SCD, DSVE, SUVEC, SUMPPS et travaillerez en relation étroite avec les composantes et autres services de l'établissement.

V. Les valeurs et la déontologie au sein de l'équipe présidentielle

Afin de conduire un projet de développement collectif et ambitieux au service de l'Université et de sa communauté, l'équipe présidentielle que je conduis s'engage sur les valeurs suivantes :

- partager et mettre en œuvre au quotidien les valeurs de bienveillance, de respect, de confiance et de travail, dans le respect des valeurs éthiques universitaires attendues de tout personnel de la fonction publique (loyauté au regard de la République française, impartialité, réserve, discrétion, secret professionnel, probité) ;
- adhérer complètement au projet de mandature et en devenir des artisans et ambassadeurs ;
- garantir l'absence de conflits d'intérêts dans le cadre de la mission qui leur est confiée.

VI. Les moyens mis à votre disposition

Dans le cadre de votre fonction de VPCA FVU, vous travaillerez sous ma responsabilité, avec une délégation pleine et entière sur le champ qui vous est confié.

Vous bénéficierez pour ce faire d'une délégation de signature du Président et deviendrez un membre à part entière de l'équipe présidentielle.

Vous bénéficierez, à votre demande, d'une décharge de service complète pour la durée de votre mandat et des moyens logistiques qui vous permettront de mener à bien vos missions.

Vous bénéficierez de l'appui d'une chargée de gestion administrative et d'aide au pilotage vice-présidence - formation et vie universitaire, d'un secrétariat partagé avec les autres vice-présidents et des directions et services généraux de l'établissement.

Cette lettre de mission sera valable pendant toute la durée de votre mandat.

Fait à Saint-Denis, le 07 mars 2019,

Le Président de l'Université de La Réunion



Pr. Frédéric MIRANVILLE

Déclaration sur l'honneur du candidat

Je, soussignée.....

Janaline Bureau Grosjean

déclare sur l'honneur :

- partager les valeurs présentées dans cette lettre de mission
- adhérer complètement au projet de mandature présenté
- m'engager à contribuer activement à sa mise en œuvre
- garantir l'absence de conflits d'intérêt dans la mission qui m'est confiée

J'ai connaissance des conséquences encourues par l'auteur d'une fausse déclaration.

Fait pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à Saint-Denis, le 07 mars 2019,

Signature :



Paraphe :

nrG